



**Conseil d'administration
du Programme
des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des
Nations Unies pour la
population**

Distr.
GÉNÉRALE

DP/CRR/VIE/1
30 novembre 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Première session ordinaire de 2000
24-28 et 31 janvier 2000, New York
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

PNUD : CADRES DE COOPÉRATION AVEC LES PAYS ET QUESTIONS CONNEXES

RAPPORT D'EXAMEN POUR LE VIET NAM

INTRODUCTION

1. Conformément aux procédures prévues par le manuel de programmation pour l'examen des cadres de coopération avec les pays, il a été procédé à un examen du cadre de coopération pour le Viet Nam en mars et avril 1999. Le présent rapport résume les conclusions de cet examen. Ces conclusions sont groupées par domaine d'intervention, avec pour chaque domaine un résumé des conclusions de l'équipe chargée de l'examen, les recommandations correspondantes et les actions convenues entre le PNUD et le Gouvernement. On peut se procurer auprès du secrétariat du Conseil d'administration le texte intégral de l'examen, dans la langue dans laquelle il a été soumis.

I. LE CONTEXTE NATIONAL

2. Conclusions. Le premier cadre de coopération avec le Viet Nam était fondé sur une stratégie gouvernementale de stabilisation et de développement socioéconomique à l'horizon 2000 qui avait pour objectif principal de mettre l'être humain au coeur du développement. Cette stratégie privilégiait la croissance économique et l'équité sociale et s'inscrivait dans le contexte de la politique de réforme économique et institutionnelle connue sous le nom de doi moi. Cette politique a enregistré des résultats impressionnants tant sur le plan économique que sur le plan social : a) un fort accroissement du produit intérieur brut (PIB); b) une réduction de plus de 50 % de la pauvreté; et c) une forte augmentation de la production agricole. Bien que le Viet Nam ait été moins affecté que d'autres pays de la région par la crise économique asiatique, la croissance du PIB s'est ralentie en 1998 pour s'inscrire en dessous de 6 %, et ce sont les zones urbaines qui semblent avoir été les plus touchées. Les zones rurales, de leur côté, sont généralement plus affectées par les fluctuations du prix du riz et les catastrophes naturelles. Les activités du PNUD sont très appréciées par le Gouvernement qui considère que le Programme joue un rôle catalyseur, contribuant au progrès économique et social. La

stratégie de développement national reste valide, et il en va par conséquent de même, grosso modo, pour le cadre de coopération pour le Viet Nam.

3. Recommandations. Étant donné l'évolution de la situation sur le plan national et la crise qui sévit dans la région, un certain réaménagement des priorités et un recentrage de la coopération offerte par le PNUD sont devenus nécessaires.

4. Mesures convenues. Un bilan commun de pays sera effectué, qui servira à déterminer les orientations et les axes principaux du nouveau cadre de coopération pour le Viet Nam.

II. LE CADRE DE COOPÉRATION POUR LE VIET NAM

5. Conclusions. L'objectif principal du cadre de coopération avec le Viet Nam était d'aider à promouvoir un développement durable et axé sur la personne humaine dans quatre domaines d'intervention : a) élimination de la pauvreté et politiques sociales; b) réforme et gestion du développement; c) gestion de l'environnement et des ressources naturelles; et d) coordination de l'aide, plaidoyer et mobilisation des ressources. Le plan-cadre incluait une stratégie d'utilisation des ressources du PNUD et des indicateurs généraux d'exécution.

6. Recommandations. La situation au Viet Nam et les effets de la crise financière ont imposé un certain réaménagement des priorités et un certain recentrage du plan-cadre. Développement rural et réduction de la pauvreté sont devenus la première priorité. L'appui aux réformes macroéconomiques reste une priorité, mais l'accent y est mis désormais sur la coordination de l'aide fournie par les bailleurs de fonds. Cette coordination se déroule à deux niveaux : a) les instances de coordination de l'aide et groupes de travail sectoriels; et b) les projets dans lesquels le PNUD peut jouer un rôle de catalyseur pour la mobilisation des ressources et de coordination. Toujours dans le domaine de l'appui aux réformes, le PNUD devrait accorder une attention particulière à la dimension sociale du processus. Des liens étroits devraient être instaurés entre les projets relevant de ces domaines d'intervention de façon à en assurer la compatibilité et la complémentarité et à en optimiser l'impact.

7. Mesures convenues. Il sera tenu compte des recommandations et des enseignements tirés de l'exécution du plan-cadre en cours dans la formulation du prochain plan-cadre. Pour la période restant à courir, une attention accrue sera accordée au développement rural par un appui au programme national d'élimination de la faim et de réduction de la pauvreté et une aide à 1 715 communes pauvres. En réponse à la crise financière régionale, un rapport commun sur la protection sociale sera publié à la fin de 1999.

III. EXÉCUTION DU PROGRAMME

A. Développement rural et réduction de la pauvreté

8. Conclusions. Le PNUD a appuyé l'effort d'élimination de la pauvreté dans huit des provinces les plus pauvres, ce qui a été très apprécié des communautés locales. Il est peut-être trop tôt pour évaluer l'impact de cet effort sur la

/...

planification nationale, la gestion des ressources ou la réduction de la pauvreté, mais les activités du PNUD ont sensibilisé la population, mobilisé sa participation et encouragé une recherche d'autonomie. La plupart des projets sont situés dans des régions éloignées et sous-équipées, dont les habitants sont peu informés des idées nouvelles. Il faut donc leur démontrer d'abord l'intérêt pratique des nouvelles approches qui leur sont proposées. L'importance des forces du marché dans la lutte contre la pauvreté n'a pas encore été pleinement prise en compte, parce que l'accent a été mis d'abord sur la formation aux techniques de production plutôt que sur l'adaptation aux demandes du marché.

9. Recommandations. L'avantage comparatif du PNUD réside dans sa capacité à promouvoir un environnement favorable à une prise de décisions décentralisée et à la participation au niveau local. Les projets devraient intégrer un volet pédagogique qui permette aux gens de se les approprier et d'en assurer ainsi la viabilité à long terme. L'aide directe devrait être concentrée sur les zones rurales. Dans les zones urbaines, elle devrait être dirigée en priorité vers les activités de planification et s'articuler sur la réforme de l'administration. Le développement des capacités doit être lié aux processus de gestion des ressources et de planification des investissements mis en place par le Gouvernement (le programme des 1 715 communes les plus pauvres pourrait fournir un point d'accès utile). Le Gouvernement devrait jouer un rôle prépondérant dans la coordination de l'aide publique au développement (APD) et combiner des sources de financement intérieures et extérieures pour en améliorer l'efficacité et l'impact.

10. Mesures convenues. Un partenariat Gouvernement-bailleurs de fonds visant à aider les communes pauvres a été établi pour améliorer la coopération et la coordination des programmes. Le PNUD en est un membre actif et, compte tenu de son avantage comparatif, entreprendra avec le Gouvernement, à la fin de 1999, une étude sur les moyens d'intégrer les méthodes de planification participative dans le système de planification du Gouvernement. En 2000, il appuiera la mise en oeuvre et le suivi du programme des 1 715 communes les plus pauvres ainsi que du programme national d'élimination de la faim et de réduction de la pauvreté.

B. Gouvernance et réforme de l'administration

11. Conclusions. La gouvernance en général et la réforme de l'administration en particulier ont constitué le domaine d'intervention le plus délicat pour le PNUD. C'est grâce à sa neutralité, à son indépendance à l'égard des idéologies et à la confiance existant entre le Gouvernement et le PNUD que l'assistance de ce dernier a été sollicitée. Des liens conceptuels sont établis entre les groupes de projets qui sont intégrés dans une approche du programme. Le PNUD a contribué à l'effort de réforme économique et juridique; ses projets relatifs à la réforme de l'administration ont représenté une excellente contribution à ce processus, aidé à rationaliser les procédures administratives et amélioré la prestation des services publics. Il est difficile de savoir dans quelle mesure le PNUD a contribué à la réalisation des objectifs de réforme de l'administration, notamment du point de vue institutionnel, car le Gouvernement n'a pas encore mis au point une stratégie et un programme global de réforme, si bien que la conception des projets du PNUD n'a pas pu s'articuler sur une vision nationale. Les efforts qui ont été faits pour améliorer la décentralisation, la responsabilisation et la transparence pourraient être plus systématiques.

/...

12. Recommandations. Le PNUD continuera d'aider à faire aboutir les tentatives de réforme, mais son rôle devrait peut-être se concentrer sur une meilleure coordination de l'assistance fournie par les bailleurs de fonds. Il conviendrait de procéder à un examen détaillé de l'approche adoptée pour appuyer la réforme de l'administration, afin de veiller à ce que l'appui du PNUD soit en harmonie avec la vision d'ensemble du Gouvernement dans ce domaine. La meilleure façon de procéder à cet examen pourrait être de réaliser une analyse des enseignements tirés de l'expérience acquise, suivie par un colloque de haut niveau. Le cadre conceptuel décrit dans le document du PNUD intitulé "Catching up" pourrait être un bon point de départ pour cet exercice. Cela permettrait un nécessaire échange d'informations sur le développement en général et sur la réforme de l'administration en particulier.

13. Mesures convenues. Un examen exhaustif des enseignements tirés du passé sera entrepris. Sur la base de cet examen, le PNUD aidera à mettre au point une stratégie et un plan d'action national pour faciliter la réforme administrative. Le plan d'action traitera plus en détail de questions critiques telles que la décentralisation, la responsabilisation et la transparence. Quant à la stratégie, son élaboration sera guidée par le Comité national de réforme de l'administration.

C. Environnement et ressources naturelles

14. Conclusions. Le PNUD a basé sa coopération sur le programme national pour l'environnement et le développement durable à l'horizon 2000. Il a contribué de façon significative à sensibiliser les responsables et la société en général et aidé à intégrer la dimension environnementale dans la planification des investissements. Le PNUD a aussi aidé à mettre au point des politiques qui encouragent une utilisation rationnelle des ressources naturelles. Il a aussi contribué à réduire la pollution urbaine et industrielle et joué un rôle important dans l'amélioration des capacités du Viet Nam en ce qui concerne la planification préalable aux catastrophes naturelles et l'atténuation de leurs effets.

15. Recommandations. Compte tenu des ressources limitées du PNUD, il semble que ce programme ait été trop dispersé et qu'il gagnerait à ce qu'on resserre ses activités en vue d'en maximiser les résultats et l'impact. Les objectifs de la coopération du PNUD restent pertinents, mais l'accent devrait être mis davantage sur la promotion d'une utilisation rationnelle des ressources naturelles. Pour cela, il faudrait : a) poursuivre les efforts de sensibilisation, en privilégiant des approches de la protection de l'environnement n'impliquant pas de mécanismes de régulation; b) aider les autorités à améliorer la capacité de surveillance de l'environnement du pays; et c) faciliter les transferts de technologie en matière de protection de l'environnement. Le PNUD devrait continuer de jouer un rôle central dans la coordination des interventions des bailleurs de fonds, contribuer à l'élaboration du plan national pour l'environnement et le développement durable, et travailler à la mise en oeuvre des recommandations faisant suite à l'examen des enseignements tirés de l'aide internationale au secteur de l'environnement.

16. Mesures convenues. Le PNUD aidera l'Office national de l'environnement à élaborer le plan d'action national pour l'environnement. Dans ce cadre, il

/...

aidera le Ministère de la science, de la technologie et de l'environnement à organiser une conférence sur la coordination en matière d'environnement pour tirer les enseignements des 10 dernières années d'aide internationale.

D. Coordination de l'aide

17. Conclusions. Le PNUD a joué un rôle primordial dans la coordination de l'aide sur le terrain, avec notamment : a) le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et l'appui fourni au Gouvernement pour le suivi des grandes conférences de l'ONU; b) le bilan commun de pays; c) la présidence des forums mensuels du groupe des bailleurs de fonds pour une meilleure coordination et une meilleure gestion de l'aide (le PNUD a été un intermédiaire neutre entre les bailleurs de fonds et le Gouvernement en matière d'APD; il a présidé plusieurs groupes de travail de pays donateurs, et a organisé avec la Banque mondiale des conférences de coordination de l'aide sectorielle ainsi que des réunions du Groupe consultatif); et d) le PNUD et la Banque mondiale ont favorisé la création de partenariats pour le développement visant à mieux coordonner l'assistance et à lui assurer un impact optimal.

18. Recommandations. Le PNUD devrait continuer de consacrer le temps et les ressources nécessaires à la coordination de l'APD et affiner son rôle d'intermédiaire impartial. Le Gouvernement devrait renforcer sa gestion de l'APD afin d'en accélérer la mise à disposition et de réduire les frais afférents. Il conviendrait d'examiner si tous les groupes de bailleurs de fonds sont vraiment nécessaires.

19. Mesures convenues. Le Gouvernement reçoit déjà une assistance pour améliorer sa capacité de suivi et d'évaluation des projets financés par l'APD, ainsi que les arrangements institutionnels y relatifs. Le PNUD peut offrir un appui supplémentaire, en particulier en facilitant l'échange de données et d'informations ainsi que la publication du rapport du Comité du développement et d'autres rapports sur l'APD. En étroite collaboration avec ses partenaires, il procédera à une analyse des mécanismes de coordination des bailleurs de fonds en vue de les rationaliser.

E. Gestion des programmes

1. Recherche à l'appui de l'élaboration des politiques

20. Conclusions. La recherche à l'appui de l'élaboration des politiques a été d'excellente qualité et a produit des résultats concrets; on mentionnera notamment la publication commune du PNUD et de l'UNICEF intitulée Catching up et le document interne du PNUD intitulé "East Asia: from Miracle to Crisis".

21. Recommandations. Le PNUD devrait poursuivre ses activités de recherche, en les orientant notamment vers la définition d'options pour la réforme de l'administration, la décentralisation et le développement des capacités. Il pourrait organiser des séminaires de haut niveau et des travaux de recherche pour contribuer à la prise en compte des grandes questions concernant le développement humain et pour explorer les diverses possibilités d'action face aux questions soulevées par le processus de réforme et d'intégration. Un tel programme devrait s'appuyer solidement sur des institutions universitaires

/...

proches des dirigeants du parti et des autorités gouvernementales et être complété par un effort de formation des hauts fonctionnaires à la gestion stratégique.

22. Mesures convenues. Le Gouvernement a désigné l'organisme de contrepartie du PNUD pour la préparation du premier rapport national sur le développement humain. Un organisme de recherche procédera à une étude sur l'impact social de la crise financière asiatique. Comme il a été indiqué plus haut, la réforme de l'administration fera l'objet d'un examen approfondi à la fin 1999. Une recherche sexospécifique sera également lancée à la fin de 1999 à partir des données recueillies dans le cadre de l'enquête sur le niveau de vie. La préparation du prochain plan-cadre de coopération pour le Viet Nam permettra d'aborder la question de la formation de fonctionnaires à la gestion stratégique.

2. Intégration d'une perspective sexospécifique

23. Conclusions. Des progrès ont été faits dans ce domaine, notamment dans le cadre des projets de lutte contre la pauvreté et de développement des capacités réalisés pour le Comité national pour la promotion de la femme. Mais il reste beaucoup à faire. L'adoption d'une stratégie visant à promouvoir l'équité entre les sexes à l'horizon 2000 et l'introduction du système de points focaux pour les questions relatives à la parité entre les sexes dans le bureau du PNUD constituent deux mesures dans la bonne direction. Le/la spécialiste des questions liées aux sexospécificités intervient désormais dans l'élaboration de tous les projets. Les questions sexospécifiques traitées dans le manuel sur l'exécution nationale devraient être intégrées dans les objectifs du cadre de coopération pour le Viet Nam.

24. Recommandations. Il conviendrait de procéder à un examen rigoureux des descriptifs de projets afin de veiller à ce que les questions sexospécifiques y soient intégrées de façon appropriée et systématique. Un effort supplémentaire devrait être fait pour que les objectifs du prochain cadre de coopération pour le Viet Nam tiennent compte de ces questions. Les prochains rapports nationaux sur le développement humain devraient comprendre une analyse par sexe.

25. Mesures convenues. Le PNUD a mis au point un mécanisme interne qui prévoit que le/la spécialiste des questions d'inégalité entre les sexes et le responsable de la coordination des questions concernant la femme rencontrent les missions de formulation, examinent les descriptifs de projets avant approbation et participent aux réunions du Comité d'examen des projets, afin de s'assurer que les nouveaux projets intègrent les questions de sexospécificité. Celles-ci sont actuellement intégrées dans les modalités guidant l'élaboration du nouveau plan-cadre de coopération pour le Viet Nam.

3. Conception des projets

26. Conclusions. Une meilleure interaction entre les différents intervenants, une approche plus systématique de l'évaluation des projets et une participation accrue des organismes bénéficiaires ont permis d'améliorer la qualité des projets et de réduire les délais d'élaboration. Dans plusieurs cas, la conception du projet a mis l'accent sur les apports plutôt que sur les

/...

résultats. Les capacités de gestion et de mise en oeuvre ne sont pas évaluées de manière appropriée pendant la phase d'élaboration du projet.

27. Recommandations. Le renforcement des capacités ne se limite pas à l'amélioration des compétences individuelles; il comprend aussi le renforcement des institutions et la création de conditions favorisant le bon fonctionnement de ces institutions. Ces différents aspects devraient faire l'objet d'une évaluation appropriée et, si nécessaire, les projets dans ce domaine devraient commencer par une phase préparatoire. La primauté devra être accordée aux résultats sur les apports.

28. Mesures convenues. En octobre 1999, un programme de formation devait montrer au personnel du PNUD et aux dirigeants gouvernementaux comment appliquer à la conception de projets les principes de la gestion axée sur les résultats. Il devrait s'ensuivre un rapport plus cohérent entre les apports et les résultats et entre les questions de procédure et les questions de fond. Des directives basées sur le Manuel de programmation du PNUD sont en cours d'intégration dans le manuel sur l'exécution nationale, ce qui devrait améliorer l'évaluation des capacités des partenaires nationaux ainsi que l'interaction entre les différents partenaires dans la formulation des projets. Les capacités du partenaire national feront l'objet d'une évaluation approfondie, et les projets seront conçus en fonction de ces capacités. Si nécessaire, une phase préparatoire sera prévue pour permettre la mise en place des capacités requises. Le développement des capacités inclura le renforcement des arrangements institutionnels et encouragera la mise en oeuvre de mesures de facilitation.

4. Exécution nationale

29. Conclusions. Parmi les activités visant à renforcer la capacité de mise en oeuvre de projets d'exécution nationale figurent notamment le lancement d'une version améliorée du manuel sur l'exécution nationale et la mise au point d'un programme complet de formation à la gestion des projets. L'application des modalités relatives à l'exécution nationale a rencontré quelques difficultés. Si d'un côté il en est résulté une plus grande responsabilisation des intéressés, de l'autre elle a soulevé des questions de viabilité à long terme. En outre, microgestion et non-respect des procédures prévues par le manuel ont ralenti l'exécution. Le partage des responsabilités entre le personnel national et le personnel international n'était pas toujours clair et a contribué à certaines des difficultés rencontrées.

30. Recommandations. L'exécution nationale devrait continuer car elle peut promouvoir le contrôle du niveau national, améliorer l'impact des projets et renforcer leur viabilité à long terme. Il conviendrait d'évaluer l'expérience acquise en matière d'exécution nationale et d'en tirer les enseignements. Pour mieux assurer la viabilité à long terme des projets, le personnel national devrait rester en place au moins jusqu'à l'achèvement des projets dont il s'occupe. Le choix des directeurs de projet devrait faire l'objet de consultations appropriées entre le Gouvernement et le PNUD. Des pouvoirs devraient être délégués aux responsables de projet leur permettant de prendre des décisions sur les questions relatives aux projets dont ils s'occupent, lesquels en contrepartie devraient assumer la responsabilité de leur bonne exécution tant sur le fond que sur le plan financier. Les efforts en cours

tendant à renforcer les capacités d'exécution nationale devraient être appuyés par un système d'audits périodiques effectués par le Gouvernement, des mesures appropriées étant prises sans retard lorsque des irrégularités seraient découvertes.

31. Mesures convenues. Un examen approfondi de l'expérience de l'exécution nationale au Viet Nam jusqu'à présent et des enseignements à en tirer sera effectué en 2000. Le manuel sur l'exécution nationale est en cours de révision et intégrera les enseignements tirés des expériences passées, les recommandations de l'examen de la situation dans le pays et les principales modifications du nouveau Manuel de programmation du PNUD. Le contrôle des projets par les bénéficiaires, l'obligation redditionnelle et la gestion axée sur les résultats seront au coeur de cette révision du manuel.

5. Suivi et évaluation des projets

32. Conclusions. Des mécanismes de suivi relativement efficaces sont en place. L'analyse de certaines expériences a permis d'améliorer la formulation des nouveaux projets. Le PNUD met actuellement au point un ensemble d'indicateurs de résultats pour le Viet Nam afin d'assurer l'efficacité du suivi et de l'évaluation.

33. Recommandations. Bien que les efforts actuels de suivi et d'évaluation des projets soient encourageants, ils pourraient être encore améliorés. Les projets devraient faire l'objet d'un suivi sur le plan de la qualité et des résultats. Les parties concernées devraient prendre rapidement les mesures correctives découlant des décisions et recommandations faisant suite à des examens, évaluations et autres audits de projet. Évaluations et leçons tirées des expériences passées devraient être intégrées à la planification des nouvelles interventions et être utilisées pour renforcer les projets en cours.

34. Mesures convenues. Les recommandations ci-dessus seront mises en oeuvre dans le cadre de la mise en place de la gestion axée sur les résultats. Des indicateurs de performance adaptés au Viet Nam ont été préparés et feront l'objet d'un affinement systématique. La formation à la gestion axée sur les résultats, à laquelle il est fait référence au paragraphe 27 plus haut, inclura un recours plus large aux indicateurs. Une base de données sur les enseignements sera mise au point en 2000.

6. Gestion financière

35. Conclusions. Un montant de 75,9 millions de dollars a été provisoirement alloué pour la période couverte par le premier cadre de coopération avec le Viet Nam. Le PNUD a mobilisé un montant de 17,3 millions de dollars au titre de la participation de tiers aux coûts, dépassant ainsi le montant de 15 millions de dollars prévu dans le cadre de coopération. Les autres ressources provenaient du Fonds pour l'environnement mondial, d'autres fonds pour le développement durable et du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU). Des améliorations ont été apportées au processus d'approbation des nouveaux projets et l'utilisation des ressources. Calculées sur la base des dépenses effectivement engagées au cours des 30 premiers mois du cadre de coopération, les ressources ont été réparties de la façon suivante entre les différents

/...

domaines d'intervention : 40 % pour la gouvernance et la réforme macroéconomique, 37 % pour la réduction de la pauvreté et le développement social; 15 % pour l'environnement; et 8 % pour les autres secteurs. Cette répartition est conforme à l'ordre de priorité des domaines d'intervention du cadre de coopération.

36. Recommandations. Des progrès ont été faits dans l'approbation des projets, mais la réduction des montants cibles pour l'allocation des ressources de base (TRAC) a des incidences importantes sur le financement des projets en préparation et du programme et nécessitera un effort commun du Gouvernement et du PNUD en vue de mobiliser des ressources supplémentaires.

37. Mesures convenues. À cause des réductions opérées dans certains montants cibles pour l'allocation des ressources de base, il a fallu adopter une stratégie d'économie des ressources qui a reçu l'agrément du Gouvernement. Cette stratégie libérera des ressources qui permettront de financer les priorités immédiates de 2000, en particulier dans le domaine du développement rural et de la réduction de la pauvreté. Elle inclut un plan commun Gouvernement/PNUD de mobilisation de ressources autres que les ressources de base, visant à obtenir des fonds de contrepartie pour certains projets, et elle permet au PNUD d'explorer la possibilité d'une participation du Gouvernement aux coûts par prélèvement sur les ressources d'APD.

IV. APPUI DU PNUD AUX NATIONS UNIES

38. Au moment de l'établissement du présent rapport, le siège du PNUD n'avait pas encore arrêté les procédures d'examen. La question de l'appui du PNUD à l'ONU n'a donc pas fait l'objet d'un examen séparé.

39. Conclusions. Les efforts déployés par le PNUD au Viet Nam sont remarquables et ont favorisé l'instauration de partenariats efficaces au sein du système des Nations Unies, avec notamment : le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement; le pacte de type 20 %-20 %; le rapport national sur un élargissement de la gamme d'options à la disposition des populations rurales déshéritées; la Maison virtuelle de l'ONU; les actions communes de célébration des journées internationales menées par les organismes des Nations Unies; et le programme ONUSIDA. Un bilan commun du pays sera effectué prochainement.

Annexe

État financier récapitulatif

Pays : Viet Nam Période couverte par le cadre de coopération : 1997-2000 Période couverte par le rapport d'examen : janvier 1997-mai 1999			
RESSOURCES ORDINAIRES	Montant affecté au cadre de coopération ¹ (en milliers de dollars)	Montant prévu pour la période considérée (en milliers de dollars)	Montant estimatif des dépenses pour la période considérée (en milliers de dollars)
Report estimatif du CIP	9 000	10 968	10 968
TRAC 1.1.1 et TRAC 1.1.2 (71 % du TRAC 1.1.1)	32 966	24 725	29 100
TRAC 1.1.3	—	420	200
AFPP/AST	2 093	3 352	1 000
Total partiel	44 059	39 465	41 268
AUTRES RESSOURCES	Objectif pour le cadre de coopération ² (en milliers de dollars)	Montant mobilisé pour la période considérée (en milliers de dollars)	Montant estimatif des dépenses engagées pendant la période considérée (en milliers de dollars)
Participation du Gouvernement aux coûts	302	215	—
Participation de tiers aux coûts	9 062	17 300	6 700
Fonds de promotion d'un développement durable — GEF — Capacité 21 — Protocole de Montréal	10 000	5 868 287 54	113 300 9
Fonds, fonds d'affectation spéciale et autres sources — FENU — Fonds d'affectation spéciale	3 625	3 550 456	2 500 —
Total partiel	22 989	27 730	9 622
TOTAL	67 048	67 195	50 890

¹ Calculé au prorata de la période considérée.

² Calculé au prorata de la période considérée.
